

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 31 MAI 2021

PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Convoqué le 25 mai 2021 le conseil municipal de la commune de Châteaugay s'est réuni le 31 mai 2021 à 20h00 à la petite salle polyvalente.

Présents : Mmes et MM DARTEYRE, LEVET, DE FARIA, Malfreyt, CLEMENT, CHARLAT, BOSCO, LAMBERT, SOLVIGNON, CROZATIER, DAVID, JEANPETIT, DESOLME, VIOLETTE, SANTIANO, PEREIRA, SZARAZ, LOURENCO.

Procurations : C. PRIVAT pouvoir à A. CHARLAT, F. VERGER pouvoir à A. SZARAZ, S. DESBONNETS pouvoir à A. LEVET, N. JUNIET-BOSCO pouvoir à C. BOSCO, JP. VAL pouvoir à D. CROZATIER.

Absent : /

Secrétaire : Aurore SZARAZ

Afin de permettre le respect des mesures de sécurité sanitaire, la réunion se tient dans la petite salle polyvalente.

Monsieur le maire ouvre la séance et remercie les conseillers de leur présence. Le quorum étant atteint, l'assemblée peut valablement délibérer.

Sur proposition de M. DARTEYRE, Mme SZARAZ est nommée à l'unanimité secrétaire de séance.

Aucune observation n'étant formulée sur le compte rendu de la séance du 12 avril 2021, il est adopté à l'unanimité.

2021-017 – INTERCOMMUNALITE – ELABORATION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL DE CLERMONT AUVERGNE METROPOLE – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET

Rapporteur : M. le MAIRE

Contexte de l'élaboration

Clermont Auvergne Métropole est concernée par onze Règlements Locaux de Publicité communaux (RLP). Ces différents règlements ne couvrent qu'une partie du territoire métropolitain. Ils sont, de plus, souvent obsolètes ou ne correspondent plus aux exigences du territoire (en matière de préservation de l'environnement, du patrimoine, des paysages).

Par délibération en date du 29 juin 2018, le Conseil métropolitain a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal (RLPi) qui se substituera aux règlements communaux existants, caducs au 25 octobre 2022. En l'absence d'élaboration d'un RLPi, les pouvoirs de police et d'instruction détenus par les Maires des communes dotées d'un RLP communal seront transférés au Préfet qui appliquera la seule réglementation nationale de publicité.

Le RLPi fixe dans le cadre de la réglementation nationale de publicité, les règles applicables à la publicité, aux pré enseignes et aux enseignes visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique.

La procédure d'élaboration du RLPi est identique à celle du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Elle comprendra : un débat sur les orientations générales (équivalent au Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi) dans chaque Conseil municipal ainsi qu'en

Conseil métropolitain ; un arrêt en Conseil métropolitain ; une enquête publique ; pour une approbation prévue en 2022.

Objectifs de l'élaboration

La délibération de prescription du RLPi fixe les objectifs suivants qui doivent être déclinés en orientations applicables, qui elles-mêmes feront l'objet d'une traduction réglementaire.

Les objectifs inscrits dans la délibération de prescription sont les suivants :

- Limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie et valoriser les paysages et le patrimoine de la Métropole
- Traiter les entrées de ville commerciales pour mieux maîtriser la publicité, enseigne et pré enseigne sur ces secteurs. Proposer des dispositions adaptées sur les communes les plus concernées par ces activités commerciales : Aubière, Lempdes, Cournon-d'Auvergne, Clermont-Fd...
- Adapter les prescriptions (forme, type, taille, positionnement...) aux entités urbaines qui seront dégagées suite au diagnostic et éviter ainsi les effets de seuil entre les cœurs de ville protégés et le reste de la ville, dont les secteurs résidentiels (dispositions constatées dans les RLP communaux).
- Rechercher une harmonisation des dispositifs à l'échelle de la Métropole (habillage, couleur, qualité des matériaux...), ainsi que des dispositions communes sur certains secteurs : grands axes en entrée de ville, cœur de ville patrimonial, nature en ville ...
- Tenir compte des nouveaux procédés et des nouvelles technologies en matière d'affichage, de publicité (publicités numérique, covering grand format, publicité au sol...).
- Intégrer qualitativement les enseignes dans leur environnement architectural et urbain.
- Prendre en compte les exigences en matière de développement durable (réduction de la facture énergétique), pour ce qui concerne les dispositifs consommateurs d'énergie, source de pollution lumineuse (encadrement des seuils de luminance et des extinctions nocturnes).

La délibération de prescription du RLPi définit également les conditions de collaboration avec les communes et l'association des Personnes Publiques Associées (Etat, Autorité Environnementale, Département du Puy-de-Dôme, la Chambre d'Industrie et du Commerce, le Parc Naturel Régional, etc.). Elle définit enfin une concertation, à la fois citoyenne et avec les organismes compétents et/ou concernés (professionnels de l'affichage et associations).

La démarche en cours

L'élaboration du projet a pour base un diagnostic du territoire métropolitain réalisé de septembre 2018 à juin 2019 qui fait émerger des enjeux au regard de l'affichage extérieur, dont notamment :

- la préservation du cadre paysager, image du territoire de la métropole ;
- la prise en compte des activités touristiques ;
- la maîtrise des dispositifs en cœur de bourgs/villes et en secteur patrimonial ;
- l'amélioration de la lisibilité des activités notamment en zones commerciales ;
- la valorisation des entrées d'agglomération ;
- la préservation de la biodiversité avec l'intégration des principes de trame noire ;

Les élus se sont exprimés sur ce projet d'orientations au cours de deux rencontres au deuxième semestre 2019 et, avec les nouvelles équipes municipales suite aux élections de juin 2020, au cours de deux rencontres en octobre et en novembre 2020. Par ailleurs, les personnes publiques associées ont été rencontrées à deux reprises depuis le lancement de cette procédure, tout comme les professionnels de l'affichage et les associations de protection de l'environnement et des paysages.

A l'issue de ce processus, quatre grandes orientations ont été établies pour apporter des réponses concrètes permettant de concilier la préservation du cadre de vie des habitants du territoire métropolitain et l'attractivité économique. Chaque orientation se décline en objectifs.

Ce sont les propositions d'orientations générales sur lesquelles il est proposé de débattre dans chaque Conseil municipal et au sein du Conseil métropolitain.

Les orientations

Sont donc présentées, afin d'être débattues, les orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) de Clermont Auvergne Métropole.

Orientation 1 : les paysages et le patrimoine naturel emblématique : une identité à préserver

Affirmer l'image d'un territoire de nature en mettant en œuvre des **mesures de protection sur tous les espaces naturels** ceinturant le territoire métropolitain, tout en permettant la **visibilité des activités de proximité**

Préserver les vues vers les sites emblématiques du territoire métropolitain

Conforter l'image d'un territoire engagé dans la préservation de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique

Orientation 2 : les espaces urbains, d'activités et les grands axes : une image et une attractivité à valoriser

Maîtriser les pratiques d'affichage aux abords des axes routiers structurants pour valoriser les vitrines du territoire, images de la Métropole

Qualifier et maîtriser les dispositifs d'affichage pour améliorer la lisibilité et l'attractivité des zones d'activités économiques

Uniformiser les pratiques d'affichage aux abords des lignes de transport en commun structurantes (A-B-C) dans leur positionnement d'axe majeur

Confirmer la continuité écologique du territoire en atténuant les obstacles à la trame noire

Orientation 3 : les espaces du quotidien, patrimoine et centralités : une qualité à conforter

Préserver de manière adaptée le cadre de vie de toutes les zones à usage d'habitat

Maintenir les ambiances apaisées dans les espaces de vie quotidiens

Préserver le caractère des espaces patrimoniaux et des cœurs de bourgs tout en permettant l'animation de ces espaces du quotidien

Orientation transversale : vers un parc publicitaire et d'enseignes de qualité

Instaurer des règles de qualité esthétique pour harmoniser la perception des dispositifs publicitaires et des enseignes sur l'ensemble du territoire

Réduire le format d'affichage maximal actuel (4*3) pour limiter l'impact visuel des publicités et des pré enseignes

Il est demandé au Conseil Municipal de débattre du contenu des orientations générales du Règlement Local de Publicité intercommunal de Clermont Auvergne Métropole, en application de l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme qui stipule qu'un débat sur des orientations du projet doit être organisé au sein du Conseil métropolitain et des Conseils municipaux des communes membres.

M. le MAIRE précise qu'il n'y aura pas un gros impact sur Châteaugay car la commune est très peu industrialisée. Cependant, il informe qu'au niveau des communes de la métropole, un diagnostic réalisé relève que 40 % de panneaux publicitaires sont illicites. Il ajoute que l'objectif du RLPI est d'harmoniser l'ensemble des panneaux, il est également prévu que les enseignes et vitrines lumineuses soient éteintes la nuit.

M. SOLVIGNON annonce au conseil qu'il fera circuler un document de la Métropole faisant état de l'existant et des préconisations. L'objectif est de normaliser les tailles de panneaux, définir les emplacements et fixer le nombre par mètre linéaire.

A la question de M. LAMBERT sur la possibilité pour les associations de continuer à mettre des affiches éphémères, M. le MAIRE répond positivement mais certainement avec des règles.

Délibération

Après débat, à l'unanimité, le conseil municipal a pris acte de la présentation des quatre grandes orientations générales du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal de Clermont Auvergne Métropole (RLPi) :

- *Orientation 1 : les paysages et le patrimoine naturel emblématique : une identité à préserver*
- *Orientation 2 : les espaces urbains, d'activités et les grands axes : une image et une attractivité à valoriser*
- *Orientation 3 : les espaces du quotidien, patrimoine et centralités : une qualité à conforter*
- *Orientation transversale : vers un parc publicitaire et d'enseignes de qualité*

2021-018 – DOMAINE – CESSION DE LA PARCELLE AC 507 A UN PROPRIETAIRE RIVERAIN

Rapporteur : M. SOLVIGNON – Conseiller délégué en charge de l'urbanisme

Monsieur et Madame PEROCHE demeurant 21, impasse des Muscadières à Châteaugay souhaitent acquérir une parcelle communale, relevant de son domaine privé, jouxtant leur propriété. Il s'agit de la parcelle cadastrée section AC n° 507 de 802 m², lieudit Brassillat. Déjà propriétaires des parcelles AC 1032, AC 1125, AC 1126, l'acquisition de la parcelle AC 507 leur permettrait de pouvoir entretenir le terrain et ainsi se protéger des reptiles tels que vipères ou d'éventuels incendies.

Située en zone A au PLU, zone agricole, le service du Domaine en estime la valeur à 470 €.

Monsieur et Madame PEROCHE, conscients que ce terrain apporterait une plus-value à leur propriété et après avoir étudié les valeurs foncières des ventes de parcelles situées dans la même zone, proposent d'acquérir la parcelle pour un montant de 1 600 €.

Il est proposé au conseil municipal :

- D'accepter la vente de la parcelle AC 507
- De fixer le montant de la vente à 1 600 €
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié ainsi que toute pièce nécessaire à la réalisation de la vente.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal accepte la vente de la parcelle AC 507 au prix de 1600 € et autorise Monsieur le Maire à signer l'acte notarié.

2021-019 – FINANCES – ADMISSION EN NON VALEURS

Rapporteur : M. Malfreyt – Adjoint en charge des finances

Il est exposé au conseil Municipal que Monsieur le comptable de la Trésorerie de Clermont Métropole et Amendes soumet au conseil municipal une demande d'admission en non-valeurs des recettes de restaurant scolaire et de garderie pour un montant de 198,29 € pour lesquelles plus aucun recouvrement n'est possible.

2014 – titre de recette n° 416

2015 – titres de recette n° 8, n° 81 et n° 130

2016 – titres de recette n° 438 et n° 526

Il est demandé au conseil municipal d'accepter la présentation en non valeurs des 6 pièces pour un total de 198,29 €

M. le MAIRE précise que ce sont des dossiers de surendettement déposés à la Banque de France donc effacement de la dette.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal accepte la présentation en non valeurs des pièces désignées ci-dessus pour un total de 198.29 €.

2021-020 – ADMINISTRATION GENERALE – ADHESION A L'APPLICATION MOBILE REFLEXE ECO

Rapporteur : Mme DE FARIA – Adjointe en charge de la communication

À l'heure où le geste écologique est devenu une nécessité pour notre planète et notre environnement, encore trop d'objets réutilisables sont jetés.

Aujourd'hui, il existe sur le marché différentes applications qui proposent une solution digitale pour accélérer l'écosystème du recyclage grand public.

Le service communication de la commune étudie actuellement les offres possibles pour la mise en place sur la commune d'une application mobile (coût, méthodologie, conditions d'adhésion...)

Une telle application permettrait de :

- Moins jeter : grâce à une liste des différents points de collectes des déchets ;
- Mieux recycler : en offrant une visibilité sur les associations qui recyclent selon leurs spécificités ;
- Donner/échanger au lieu de jeter : en publiant des annonces gratuites entre particulier ;
- Signaler l'emplacement de dépôts sauvages : via l'outil de géolocalisation ;
- Retrouver un objet perdu ou notifier un objet trouvé.

Il est proposé au conseil municipal de valider la mise en place d'une application mobile pour le recyclage grand public sur la commune.

M. DE FARIA précise que l'application sera gratuite pour la commune. De plus, face aux remarques d'administrés sur la saleté de Châteaugay, cette démarche démontrerait la volonté de la municipalité de remédier au problème

M. le MAIRE ajoute que l'application viendrait en complément de Proxim'Cité, mise en place par la Métropole, pour les interventions voirie.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal valide la mise en place d'une application mobile pour le recyclage grand public.

2021-021 – ADMINISTRATION GENERALE – CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LA SEM ASSEMBLIA POUR L'ENTRETIEN DES PARCELLES AI 1363 ET AI 1278

Rapporteur : Mme LEVET – 1^{ère} Adjointe

Il est rappelé au Conseil Municipal que par acte notarié en date du 1^{er} octobre 2020, la commune de Châteaugay a vendu 2 parcelles, cadastrées AI 1363 et AI 1278 de son domaine privé à la SEM Assemblia. L'objectif de cette vente est la réalisation d'un projet d'habitat mixte avec notamment une vingtaine de logements adaptés seniors, projet porté par la SEM Assemblia.

Dans l'attente du commencement des travaux, il est nécessaire d'effectuer un entretien de base (tonte) des parcelles, particulièrement sur la saison estivale.

Avant la vente des présents biens auprès d'Assemblia, c'est la commune de Châteaugay qui réalisait cet entretien en sa qualité de propriétaire. Il est aujourd'hui demandé par Assemblia à la Commune de Châteaugay (qui dispose des moyens humains et matériels), d'effectuer l'entretien de ces espaces. A cette effet une convention a été établie pour fixer les modalités juridiques, techniques et financières de la gestion de ce service.

Il est proposé au conseil municipal :

- o D'accepter les termes de la convention
- o D'autoriser Monsieur le Maire à la signer

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal accepte les termes de la convention et autorise Monsieur le Maire à la signer.

2021-022 – PERSONNEL – RECRUTEMENT DE 3 AGENTS CAE/CUI – PARCOURS EMPLOI COMPETENCES PEC

Rapporteur : Mme LEVET – 1^{ère} Adjointe

Les parcours emploi compétences (PEC), déployés depuis le 1er janvier 2018 s'inscrivent dans le cadre de CUI-CAE (Contrat unique d'insertion - Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) pour le secteur non-marchand prévu par le code du travail. Ce dispositif a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi. Une collectivité territoriale peut recruter des agents dans le cadre d'un CUI-CAE en vue de les affecter à des missions permettant l'insertion et l'acquisition d'une expérience. Ce contrat porte sur des emplois visant à satisfaire des besoins collectifs temporaires et il ne peut se substituer à un emploi statutaire. Ce type de recrutement ouvre droit à une aide financière en pourcentage du taux brut du salaire minimum de croissance (SMIC) par heure travaillée. Le taux de prise en charge pour la région Auvergne Rhône-Alpes est fixé de 40% à 80% selon le public concerné.

Au vu des difficultés que rencontre les services techniques : accroissement d'activité selon la saison, personnel vieillissant..., il est proposé au conseil municipal de recruter 3 agents en CAE/CUI – PEC. Ces agents seraient affectés sur des postes polyvalents espaces verts, petit entretien des bâtiments et festivités. Les dépenses correspondantes à ces emplois sont inscrites au budget 2021

Mme LEVET précise que Pôle emploi a envoyé des CV et au vu des candidats, 2 personnes pourraient être recrutées avec une prise en charge à 40 % et 1 personne à 80 %.

A la question de Mme DE FARIA sur la durée du temps de travail de ces postes, M. le MAIRE répond qu'ils seront de 26 heures hebdomadaires car au-delà de cette durée, il n'y a plus de prise en charge. Mme LEVET ajoute que ces contrats sont bien particuliers et qu'ils incluent un projet de formation pour les agents, ils doivent donc avoir du temps pour effectuer leurs démarches (réalisation CV, entretiens...).

M. le MAIRE informe que l'objectif à terme, de ces recrutements, serait la titularisation des agents pour remplacer les prochains départs en retraite.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal :

- *Autorise :la création de 3 postes d'agents techniques polyvalents à compter du 14 juin 2021 dans le cadre du dispositif « parcours emploi compétences » ;*
- *Précise que les contrats d'accompagnement dans l'emploi établi à cet effet seront d'une durée initiale de 9 mois, renouvelable expressément, dans la limite de 24 mois, après renouvellement de la convention ;*
- *Précise que la durée du travail est fixée à 26 heures hebdomadaire*
- *Indique que la rémunération sera fixée sur la base du SMIC horaire au prorata du nombre d'heures mensuelles*
- *Autorise Monsieur le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le prescripteur pour ce recrutement.*

2021-023 – PERSONNEL – CREATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

Rapporteur : M. le MAIRE

Afin d'assurer les visites du château durant la période estivale, il conviendrait de créer un emploi saisonnier d'adjoint du patrimoine. Cet emploi serait créé pour la période courant du 1^{er} juillet 2021 au 30 septembre 2021 (pour pouvoir assurer les visites lors des journées du patrimoine).

S'agissant de la rémunération, il est proposé :

- rémunération sur la base du 1^{er} échelon de l'échelle C1 en fonction des heures effectuées ;
- attribution de l'indemnité de régie ;
- attribution de l'indemnité pour travail du dimanche et jours fériés.

De plus, pour permettre le bon fonctionnement des services, et compte tenu des règles d'encadrement à respecter pour les activités péri et extra scolaires, il conviendrait de créer des emplois saisonniers pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} septembre 2021. Aussi, il est proposé la création des emplois suivants :

- 1 adjoint d'animation à temps non complet à 25/35^{ème} (périscolaire et extrascolaire)
- 1 adjoint d'animation à temps non complet à 10/35^{ème} (pause méridienne)
- 1 adjoint technique à temps non complet à 30/35^{ème} (restauration et entretien des locaux)
- 1 adjoint technique à temps non complet à 25/35^{ème} (restauration et entretien des locaux)

Ces emplois seront rémunérés au 1^{er} échelon de l'échelle C1.

Les dépenses correspondantes à ces emplois sont inscrites au budget 2021.

A la question de M. VIOLETTE sur la durée de ces contrats, il est répondu que ce sont des contrats de 6 mois renouvelable 1 fois.

Il est demandé au conseil municipal d'accepter la création des emplois saisonniers aux conditions présentées ci-dessus.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal accepte la création de ces emplois saisonniers aux conditions présentées ci-dessus.

2021-024 – DIVERS – RAPPORT D'ACTIVITE ET COMPTE ADMINISTRATIF DE TERRITOIRE D'ENERGIE PUY-DE-DOME SIEG

Rapporteur : M. le MAIRE

En application de l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de cet établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal, en séance publique, au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte de la communication du rapport d'activité et du compte administratif 2019 de territoire d'énergie Puy-de-Dôme – SIEG.

Délibération

A l'unanimité, le conseil municipal prend acte du rapport d'activité et du compte administratif 2019 du territoire d'énergie Puy-de-Dôme-SIEG.

2021-025 – QUESTIONS DIVERSES – DECISIONS PRISES

Décision n° 2021-001 :

Renouvellement de la ligne de trésorerie avec le Crédit Agricole pour un montant de 200 000 €

M. le MAIRE explique que l'intérêt de souscrire une ligne de trésorerie permet de pallier un éventuel découvert de la trésorerie face aux fluctuations entre les dépenses et les recettes.

A 21H05, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Délibérations

2021-017 : INTERCOMMUNALITE – Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Clermont Auvergne Métropole – Débat sur les orientations générales du projet

2021-018 : DOMAINE – Cession de la parcelle AC 507 à un propriétaire riverain

2021-019 : FINANCES – Admission en non valeurs

2021-020 : ADMINISTRATION GENERALE – Adhésion à l'application mobile Reflexe Eco

2021-021 : ADMINISTRATION GENERALE – Convention entre la commune et la SEM Assemblia pour l'entretien des parcelles AI 1363 et AI 1278

2021-022 : PERSONNEL – Recrutement de 3 agents CAE/CUI – Parcours Emploi Compétences PEC

2021-023 : PERSONNEL – Création d'emplois saisonniers

2021-024 : DIVERS – Rapport d'activité et Compte administratif de territoire d'énergie Puy-de-Dôme SIEG

2021-025 : QUESTIONS DIVERSES – Décisions prises

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX


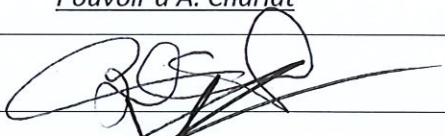
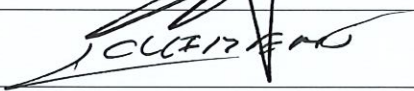
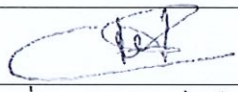
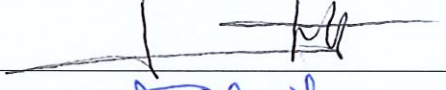
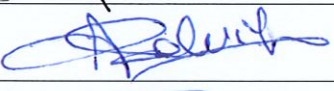





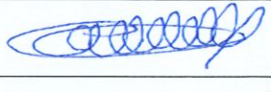
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

SIGNATURES DES PRÉSENTS

DARTEYRE René	
LEVET Annie	POUVOIR À A. CHARLAT
PRIVAT Claude	<u>Pouvoir à A. Charlat</u>
DE FARIA Christine	
MALFREYT Christophe	
CLEMENT Jean-Marie	
CHARLAT Alain	
BOSCO Charles	
LAMBERT Raymond	
SOLVIGNON André	
CROZATIER Denis	
DAVID Jean-Marc	
JEANPETIT Isabelle	
VERGER Florence	<u>Pouvoir à A. Szaraz</u>
DESOLME Patricia	
VIOLETTE Jean-François	
SANTIANO Hervé	
DESBONNETS Séverine	Desbonnets <u>Pouvoir à A. Levet</u>
PEREIRA Elizabete	
SZARAZ Aurore	
LOURENCO Céline	
JUNIET-BOSCO Natacha	<u>Pouvoir à C. Bosco</u>
VAL Jean-Pierre	<u>Pouvoir à D. Crozatier</u>

